

COMMUNIQUE DE SOUTIEN aux camarades des Douanes et de la DDFIP

NON AUX ATTEINTES AU DROIT DE GREVE ET A LA LIBERTE DE MANIFESTER

La FGF FO apporte son soutien aux camarades des Douanes et de la DDFIP qui sont en lutte depuis plusieurs mois.

La FGF FO dénonce et condamne la répression exercée par les chefs de service répondant aux injonctions de ce gouvernement. Le droit de grève et de manifester sont plus que jamais remis en cause.

Depuis le gouvernement Sarkozy qui a imposé aux agents et salariés grévistes de se déclarer entre 48 à 72h à l'avance en fonction des secteurs, le droit de grève devient un totem à abattre.

Et que dire de la future loi anticasseur qui vient définitivement remettre en cause le droit à manifester et bafouer la déclaration des droits de l'homme !

L'histoire nous montre et nous a montré que ces répressions antisyndicales sont des atteintes fortes aux libertés.

Le mépris du gouvernement pour les organisations syndicales n'est plus à démontrer et ces dernières semaines, une étape a été franchie en traduisant des fonctionnaires des Finances publiques défendant leurs intérêts, devant les tribunaux mais également en les sanctionnant. En lieu et place d'un véritable dialogue social, ce gouvernement a choisi la répression et la sanction !

La FGF FO rappelle que le droit de grève est constitutionnel et qu'il est reconnu par ailleurs dans le Statut général des fonctionnaires en son article 10.

La FGF FO appelle le gouvernement à revenir à la raison, à respecter les valeurs républicaines du Statut et à prendre en compte les revendications légitimes des organisations syndicales représentatives.

Comme nous l'avons maintes fois rappelé, les politiques d'austérités sont économiquement, socialement et politiquement suicidaires.

N'y ajoutons pas des lois et des comportements liberticides.

Fait à PARIS, le 3 avril 2019